



sommet mondial sur la société de l'information

Genève 2003 - Tunis 2005



SOMMAIRE

NUMÉRO 02 version électronique: www.itu.int/wsis/fr-es/news/news-fr.htm

- 1 Déclaration de Pierre Gagné, Directeur exécutif du Secrétariat exécutif du SMSI
- 1 La réunion PrepCom-1 en deux mots
- 2 Conférence régionale des pays d'Afrique sur le SMSI, Bamako, Mali, 25-30 mai 2002
- 2 Thèmes et résultats du Sommet: un premier projet de document est soumis au Prepcom-1 pour discussion
- 3 Rôle de la Suisse, pays hôte de la première phase du SMSI: entretien avec M. l'ambassadeur Daniel Stauffacher
- 4 Message de M. l'ambassadeur Mohamed Hatem Ben Salem, Mission de la Tunisie à Genève
- 5 Session d'information pour les missions permanentes à Genève
- 6 Le multipartenariat utilisé par le Groupe DOT Force: opinion d'un représentant d'une ONG (organisation à but non lucratif)
- 6 Dernières nouvelles du Groupe DOT Force du G8
- 7 Les femmes du monde entier apportent leur appui aux technologies de la communication
- 7 Contributions au Sommet
- 8 Le logo du SMSI: Information et relations humaines
- 8 La société civile: Principes, priorités et idéaux

Déclaration de Pierre Gagné, Directeur exécutif du Secrétariat exécutif du SMSI

«C'est la première fois qu'un aussi grand nombre de partenaires contribuent activement au développement et à la promotion des technologies de l'information et de la communication, qui sont au cœur de la société mondiale de l'information. De plus en plus, des entités de tous les horizons reconnaissent les avantages potentiels qu'offrent ces technologies pour le développement économique et socioculturel auquel as-



Pierre Gagné, Directeur exécutif du Secrétariat exécutif du SMSI

pirent tous les pays. Le Sommet mondial sur la société de l'information donne à tous ces partenaires une occasion absolument exceptionnelle de parvenir à un consensus et de coordonner leurs efforts pour améliorer tant les relations entre pouvoirs publics et citoyens que les communications entre individus et renforcer les échanges économiques.

J'exhorte tous les partenaires, Etats, organisations internationales, secteur privé et société civile, et plus particulièrement ceux des pays en développement, à se joindre à nous pour se forger une vision et une perception communes de la société de l'information, et pour rédiger en conséquence un plan d'action visant à transformer la «fracture numérique» en «perspectives du numérique». Je puis vous assurer que le Secrétariat exécutif du SMSI saura relever ce formidable défi et que nous nous réjouissons à l'idée de collaborer, avec tous nos partenaires, à la réussite du Sommet.»

La réunion PrepCom-1 en deux mots

Lieu et dates

La première réunion PrepCom-1 se tiendra au Centre international de conférences de Genève (CICG), 15 rue de Varembe, 1202 Genève, du 1^{er} au 5 juillet 2002.

Participants

Les délégations de chaque Etat participant à la réunion PrepCom-1 doivent en informer le Secrétaire général de l'UIT, par télécopie (+41 22 730 5881) ou par e-mail (wsis@itu.int), en indiquant le nom et les fonctions des membres de leur délégation.

Les informations sur les modalités d'accréditation et de participation des organisations/entités commerciales du secteur privé, des organismes de la société civile et des médias sont disponibles à l'adresse <http://www.itu.int/wsis>.

Inscription

Il est vivement recommandé de s'inscrire au préalable pour éviter les longues files d'attente le premier jour de la réunion. Pour faciliter leur inscription, il est conseillé aux délégués qui prévoient d'assister à la réunion de désigner un responsable qui nous enverra par e-mail (wsis@itu.int) ou par télécopie (+41 22 730 5881) la liste des représentants de leur organisation et le nom du chef de délégation, le cas échéant.

Le formulaire d'inscription est disponible sur <http://www.itu.int/wsis>. Les participants à la réunion PrepCom-1 n'ont pas à s'acquitter de frais d'inscrip-

tion. Les billets d'avion, frais d'hôtel et frais divers sont à leur charge.

Horaires de travail

Du lundi 1^{er} au vendredi 5 juillet 2002, de 10 heures à 13 heures et de 15 heures à 18 heures.

Documentation

Les documents de la réunion seront à la disposition de tous les participants sur le site web <http://www.itu.int/wsis> à partir de la première semaine de juin 2002.

Attribution des places

Les places seront attribuées conformément à la pratique en vigueur aux Nations Unies. Chaque Etat Membre disposera de deux places à table et de deux places à l'arrière dans la salle des plénières. Les observateurs disposeront d'une place chacun. Des sièges supplémentaires seront à disposition au fond de la salle.

Interprétation

Un service d'interprétation simultanée sera assuré en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe pour les séances plénières et les séances des sous-commissions. Aucun autre service d'interprétation ne sera assuré.

Des informations complémentaires sur la première réunion du Comité de préparation (PrepCom-1) du SMSI sont affichées sur le site <http://www.itu.int/wsis>.

Conférence régionale des pays d'Afrique sur le SMSI, Bamako, Mali, 25-30 mai 2002



Bamako (Mali), 25-30 mai 2002, Conférence régionale des pays d'Afrique sur le SMSI

L'Afrique s'efforce de réduire la fracture numérique

Quelque 2000 participants de 51 pays africains se sont réunis à Bamako pour donner le coup d'envoi de la préparation du Sommet sur le continent africain. L'Afrique a doublement innové en saisissant l'occasion d'organiser la première Conférence régionale de préparation au Sommet. D'une part, cette Conférence a réuni des représentants des Etats, du secteur privé et de la société civile; d'autre part, elle a ins-

tauré un climat propice à un dialogue véritable sur un pied d'égalité. A ces deux égards, la Conférence a inauguré un nouveau type de partenariat qui, de l'avis unanime des participants, a assuré le succès de la formule utilisée à Bamako.

Au chapitre des résultats, la Conférence de Bamako a adopté une Déclaration finale sur laquelle l'Afrique peut se fonder pour réfléchir à la place qu'elle occupe dans la société de l'information. Le continent africain accorde une priorité élevée à la création de contenu local et aux avantages communs que peuvent offrir les nouvelles perspectives dans le domaine des technologies de l'information. Pour plus de renseignements sur la Conférence et sur la Déclaration finale, veuillez vous reporter à l'Espace de consultation pour la **société civile** du site www.itu.int/wsis et www.geneva2003.org/bamako2002.



Bamako (Mali), 25-30 mai 2002, Conférence régionale des pays d'Afrique sur le SMSI



Bamako (Mali), 25-30 mai 2002, Conférence régionale des pays d'Afrique sur le SMSI

Thèmes et résultats du Sommet: un premier projet de document est soumis au PrepCom-1 pour discussion

L'objet du Sommet mondial sur la société de l'information est décrit dans la Résolution 56/183 de l'Assemblée générale des Nations Unies (21 décembre 2001), qui le définit comme suit: élaborer «une optique et une vision communes de la société de l'information et adopter une déclaration et un plan d'action qui seraient appliqués par les gouvernements, les institutions internationales et tous les secteurs de la société civile».

Conformément aux dispositions de cette Résolution, une série de réunions du Comité de préparation (PrepCom) est

convoquée pour fixer l'ordre du jour du Sommet. La première de ces réunions aura lieu du 1^{er} au 5 juillet à Genève. Le Secrétariat exécutif a élaboré un projet de document «Thèmes proposés pour le Sommet et résultats possibles», qui doit être examiné à cette réunion. L'avènement de la société de l'information suscite bien des questions, mais les thèmes dont traitera le Sommet peuvent être regroupés en trois grands domaines, comme indiqué dans la Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies.

1. Elaborer une optique et une interprétation communes de la société de l'information

A l'ère de la société de l'information, l'accès à l'information est au cœur de la plus grande partie des activités humaines. La plupart des emplois dans la société actuelle nécessitent de savoir traiter l'information, l'accès à l'information étant considéré comme ouvrant la voie au développement économique. Des transactions financières pour un montant de plusieurs milliards de dollars se font chaque jour dans le monde entier sous forme binaire.

Toutefois, il ne faut pas oublier que cette quantité astronomique d'informations masque une répartition inéquitable de l'accès aux informations et des moyens permettant de les utiliser. Le manque d'informations est une réalité pour de nombreux habitants de la planète. Il est à craindre que, à l'heure où un nombre croissant d'activités humaines deviennent directement tributaires de l'accès à l'information, les inégalités d'accès ne creusent encore les écarts en matière de développement.

2. Faciliter l'accès de tous les pays, qui en ont un besoin urgent, aux technologies de l'information, de la transmission des connaissances et des communications aux fins du développement

On dénombre davantage de télévisions au Brésil, de lignes téléphoniques

fixes en Italie, de téléphones mobiles en Corée et de connexions à l'Internet au Luxembourg que sur l'ensemble du continent africain. Ces disparités recouvrent ce qu'il est convenu d'appeler depuis quelques années la «fracture numérique». Le Sommet offrira l'occasion d'évaluer les réussites de pays en développement, dont un nombre croissant ont su mettre en place des réseaux et des services de TIC d'excellente qualité. Pour beaucoup d'entre eux, la recette du succès fait intervenir plusieurs ingrédients: participation du secteur privé, libéralisation des marchés et création d'organismes de réglementation indépendants.

3. Exploiter le potentiel que recèlent les connaissances et la technologie pour réaliser les objectifs de la

Déclaration du millénaire de l'Organisation des Nations Unies

Le Sommet du millénaire organisé par les Nations Unies en 2000 a défini une série d'objectifs à atteindre pour instaurer un monde plus pacifique, plus prospère et plus juste. Dans cette Déclaration, les Etats s'engagent à «faire en sorte que les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, soient accordés à tous». Grâce aux TIC, nous pouvons apprendre, nous divertir et vivre une vie plus intéressante; en outre, utilisées parallèlement à d'autres outils, elles peuvent également aider à atteindre les objectifs beaucoup plus larges définis dans la Déclaration du millénaire.

Il est important que ces thèmes soient développés de manière aussi ouverte et transparente que possible. C'est pourquoi il est demandé à tous les partenaires de faire connaître leurs **observations sur les thèmes proposés et de présenter des contributions complémentaires** qui seront affichées sur le site web du SMSI. Ces observations et contributions peuvent être envoyées par voie électronique au Secrétariat exécutif du SMSI à l'adresse suivante: inputs-wsis@itu.int.

Rôle de la Suisse, pays hôte de la première phase du SMSI: entretien avec M. l'ambassadeur Daniel Stauffacher

M. Daniel Stauffacher est ambassadeur, délégué par le Conseil fédéral auprès du Sommet mondial sur la société de l'information. Il dirige le Secrétariat du Sommet pour la Suisse.

Monsieur l'Ambassadeur, pouvez-vous nous expliquer quel est le rôle de la Suisse en tant qu'hôte du Sommet mondial sur la société de l'information?

Comme vous le savez, le Gouvernement suisse et Genève sont heureux d'accueillir la première phase de ce premier Sommet des Nations Unies du XXI^e siècle, événement capital dont la deuxième phase se déroulera en Tunisie, et de prêter leur concours pour cette grande entreprise à Yoshio Utsumi, secrétaire général de l'UIT.

Quels sont les objectifs de la Suisse pour ce Sommet?

Pour la Suisse, l'important est que le Sommet contribue à l'édification d'une société mondiale de l'information

qui permette à tous les secteurs de la société, dans les pays développés comme dans les pays en développement, d'utiliser les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour accéder à l'information et pour fournir cette information. Les pays devraient être en mesure de mettre la technologie au service du développement social dans plusieurs domaines (administration publique, santé, enseignement, économie, recherche et culture.

Or, les gouvernements ne peuvent agir seuls. Les entreprises, qui sont le moteur du développement des TIC telles que nous les connaissons aujourd'hui, et la société civile, l'un des principaux utilisateurs des TIC pour les applications au service du développement, doivent être des partenaires de premier plan qui nous aident à définir sur quels résultats doit déboucher ce Sommet. C'est surtout à ces secteurs qu'il appartiendra de mettre en œuvre les mesures qu'aura



Daniel Stauffacher, ambassadeur, Suisse

prévues le Sommet, en collaboration avec les gouvernements. Le Sommet ayant également un caractère politique, les Etats doivent être représentés au plus haut niveau politique. Les P.-D. G. des entreprises du secteur privé et les dirigeants de la société civile doivent également y assister pour apporter leur contribution et, espérons le, prendre les engagements qui s'imposent pour faciliter la réalisation des objectifs du Sommet.

Pourquoi ce Sommet est-il particulièrement important pour la Suisse?

Pour la Suisse et pour Genève, ce Sommet revêt une extrême importance, non seulement du fait de son contenu, mais aussi parce qu'il est le premier événement à se tenir ici depuis l'adhésion de la Suisse à l'Organisation des Nations Unies.

Nous pensons également que la «Genève internationale», en particulier la forte communauté diplomatique et les nombreuses organisations internationales de premier plan qui ont leur siège dans cette ville, ainsi que la longue expérience du canton et de la ville de Genève dans l'accueil de manifestations de cette ampleur, sont des atouts de taille pour le Sommet. Nous espérons également contribuer ainsi à renforcer le rôle de l'UIT et celui d'autres organisations internationales ayant leur siège à Genève afin de tirer pleinement parti de leurs synergies.

Quelles mesures la Suisse a-t-elle déjà prises pour se préparer au Sommet?

M. Utsumi, secrétaire général de l'UIT, a demandé à M. Ben Salem, ambassadeur de Tunisie, et à moi-même, de l'aider à organiser une série de réunions d'experts et de consultations avec les ambassadeurs et les missions

à Genève. L'objectif est de mobiliser les gouvernements et de les aider à se préparer aux réunions PrepCom, de définir des thèmes possibles pour le Sommet, et de rédiger le règlement intérieur du Sommet et de la première réunion PrepCom, qui se tiendra en juillet 2002, parallèlement à la constitution d'un bureau provisoire pour les PrepCom.

Quel rôle joue la Suisse dans le financement du Sommet?

La contribution financière du gouvernement fédéral et du canton de Genève pour le SMSI est de l'ordre de 15 millions de francs suisses. La Confédération suisse et l'Etat de Genève cofinancent le détachement d'une dizaine d'experts de différents pays qui travaillent au Secrétariat exécutif du Sommet sous la responsabilité du Directeur exécutif. Nous finançons également la participation de représentants gouvernementaux des PMA.

Quel est le rôle du Secrétariat exécutif suisse dans l'organisation du Sommet?

La Suisse a en effet créé un secrétariat du pays hôte, composé à l'heure actuelle de six personnes qui collaborent avec une compagnie ayant l'expé-

rience de l'organisation de conférences. Le Secrétariat exécutif suisse coopère étroitement avec le directeur exécutif Pierre Gagné et son équipe du Secrétariat exécutif du SMSI, avec l'UIT, ainsi qu'avec nos collègues tunisiens pour résoudre certains problèmes pratiques liés à la préparation du Sommet.

Monsieur l'Ambassadeur, pourquoi avez-vous été choisi pour diriger l'équipe mise en place par le Gouvernement suisse pour le Sommet?

J'ai eu le privilège de représenter mon Gouvernement dans l'exercice des mêmes fonctions lorsque nous avons accueilli en juin 2000 à Genève la Session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le «Sommet social +5». On a pensé que je pouvais faire profiter utilement le SMSI de mon expérience directe et des enseignements tirés de l'organisation de cet événement. C'est pourquoi mon supérieur, Marc Furrer, directeur général de l'OF-COM, m'a demandé de me joindre à lui et à l'équipe du Gouvernement suisse chargée d'accueillir le Sommet.

Site web du Secrétariat exécutif suisse: www.wsisgeneva2003.org (disponible: août 2002)

Message de M. l'ambassadeur Mohamed Hatem Ben Salem, Mission de la Tunisie à Genève

L'organisation du Sommet Mondial de la Société de l'Information, dont la première phase est prévue à Genève en 2003 et la seconde phase à Tunis en 2005, répond à la volonté de la communauté internationale de favoriser un environnement propice à un accès plus large aux nouvelles technologies de l'information et de la communication.

C'est que les mutations profondes et rapides que connaît le secteur des communications ont engendré la marginalisation de larges couches de la société, dans plusieurs pays et régions du monde, parfois même indépendamment du niveau de développement.

Aussi, si la réalisation d'un accès équitable aux nouvelles technologies de l'information et de la communication constitue l'idéal de l'humanité, le réalisme nous exhorte à déployer des efforts soutenus et solidaires, avec la

participation de toutes les parties concernées, en vue de pallier à ce qu'il est convenu d'appeler de nos jours le fossé numérique. Tâche incommensurable certes, mais la volonté qui doit nous animer devra être à la mesure de ce défi qu'il nous faudra inévitablement relever.

A cette fin, la Tunisie œuvre sans relâche, depuis l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2001, de la résolution sur le Sommet, à la mobilisation nationale et internationale requise en vue d'assurer le succès de cette importante échéance.

C'est ainsi qu'en étroite coopération et concertation avec les autorités suisses, la Tunisie co-pilote le processus informel de consultations qui a été instauré afin de solliciter la contribution de tous les Etats Membres ainsi que toutes autres parties concernées, dans la transparence et la confiance mutuelle.



Mohamed Hatem Ben Salem,
ambassadeur, Tunisie

L'objectif immédiat est d'arriver à la première réunion du Comité préparatoire de juillet, relativement préparés, pour finaliser les modalités d'organisation, aborder l'identification des thèmes du Sommet et engager un échange de vues préliminaire quant à la substance.

Session d'information pour les missions permanentes à Genève

Le 30 avril dernier, les deux pays hôtes, à savoir la Suisse et la Tunisie, ont organisé une session informelle d'information pour donner aux missions permanentes auprès de l'Office des Nations Unies à Genève un aperçu des nombreux problèmes liés à la société de l'information. Cette session d'information, qui a eu lieu au siège de l'UIT, a rassemblé une centaine de diplomates des pays développés et des pays en développement. Elle a été animée par des experts indépendants qui ont décrit et expliqué de manière très exhaustive et très vivante certains des enjeux de la société de l'information.

Le premier orateur, **Paul SAFFO**, directeur du Institute for the Future (Silicon Valley, Californie), a parlé de la société de l'information et de la révolution qu'elle engendrera. Alors même que nous nous efforçons de comprendre ce qu'est la société de l'information, cette société et les technologies sur lesquelles elle repose sont en pleine mutation. Après l'éclatement de la bulle des entreprises «point.com», il émerge des décombres un nouvel ordre, qui devrait permettre aux anciennes promesses que laissait espérer la révolution de l'information de se concrétiser de manière radicale et imprévue. Le résultat sera l'avènement au cours des dix ans à venir d'une kyrielle de nouvelles opportunités et de nouveaux débouchés pour les entreprises, les décideurs et l'ensemble de la société. Les secteurs de la société non encore touchés par cette révolution seront confrontés à des défis gigantesques en même temps qu'ils verront s'ouvrir d'immenses perspectives. Les grandes décisions qui seront prises au cours des cinq prochaines années vont vraisemblablement marquer de leur empreinte, l'évolution de cet ordre mondial de l'information pendant les deux prochaines décennies.

Emmanuel N. OLEKAMBAINI (Tanzanie), coordonnateur des politiques générales et de la réglementation pour le programme African Connection



De gauche à droite: **Elmar Brok**, Bertelsmann AG; **Emmanuel N. Olekambaini**, African Connection Program; **V. Ranjit Khosla**, Excelsior Ventures Management LLC; **Paul Saffo**, Institute for the Future

a dit son étonnement de prendre la parole après un représentant de la Silicon Valley dont l'exposé ne mentionnait pas les pays en développement. Il a présenté un aperçu des principaux problèmes que ces pays doivent affronter concernant les infrastructures et la connectivité, l'accès au contenu, les politiques générales et la réglementation. Il a insisté sur la nécessité d'un partenariat institutionnel et humain et a souligné qu'il ne servait à rien d'avoir des équipements et des installations s'ils ne sont pas adaptés à la population locale ou s'ils sont trop chers pour elle.

V. Ranjit KHOSLA, président de Excelsior Ventures Management LLC (Etats-Unis) et membre du conseil d'administration de TARahaat.com (Inde), connaît donc la situation d'un côté comme de l'autre de la fracture numérique. A son avis, la révolution du numérique offre une occasion exceptionnelle de créer de nouvelles conditions et d'inventer de nouvelles entreprises. Il a présenté le projet TARahaat.com, trajet «électronique» qui relie des villages de l'Inde au reste du monde. Ce projet est d'une conception tellement simple que même un jeune enfant ou un analphabète peut rapidement apprendre à l'utiliser et à en tirer pleinement parti. Ce projet s'inspire de l'œuvre du Mahatma Gandhi, qui a passé toute sa vie à chercher à améliorer la vie quotidienne des villageois indiens.

Au cours de la table ronde qui a suivi ces trois présentations, **Elmar BROK**, premier vice-président,

Media Development, Bertelsmann AG (Allemagne), a relevé une question touchant au contenu et a reconnu que si les thèmes liés à la société de l'information sont souvent examinés sous l'angle de la technologie, ils le sont rarement sous celui du contenu: «Le contenu est le fruit de la créativité humaine et comprend un aspect ludique». Les nouvelles technologies de l'information transcendent les frontières et il n'est plus possible d'avoir la maîtrise du contenu. Même si chaque pays impose ses propres limites constitutionnelles, il n'existe pas d'organe compétent sur le plan mondial pour légiférer sur ces questions.

Marc FURRER, directeur général de l'Office fédéral suisse de la communication, a mis un terme à la session de quatre heures en remerciant tous les participants. Il a souligné que l'accès et le contenu sont manifestement les principales questions dont devra débattre le Sommet mondial sur la société de l'information dans le cadre d'un dialogue constructif entre les Etats, le secteur privé et la société civile.

Adresses électroniques:

- Institute for the Future: www.iftf.org
- African Connection: www.africanconnection.org
- TARahaat.com/tara
- Bertelsmann SA: www.bertelsmann.com/index.cfm
- Office fédéral de la communication: www.ofcom.ch; www.isps.ch

Le multipartenariat utilisé par le Groupe DOT Force: opinion d'un représentant d'une ONG (organisation à but non lucratif)

Pour Izumi Aizu, responsable du Asia Network Research (ANR) et participant à la réunion du Groupe DOT Force à Calgary, du 5 au 7 mai 2002, «L'expérience acquise par ce Groupe est extrêmement précieuse pour le SMSI. Au début, certains ont exprimé des doutes quant au multipartenariat (secteur public + secteur privé + ONG), de même qu'ils doutaient de la capacité des représentants de pays en développement et d'organisations internationales à collaborer.»

«De fait, ils parlaient des langues différentes et il était difficile de savoir exactement ce que chacun voulait dire, et donc de se comprendre. Toutefois, à mesure que nous discutons des problèmes à résoudre et élaborons des plans d'action en commun, il est apparu que cette nouvelle méthode de travail (tout au moins dans le cadre du G8) s'avérerait utile et fructueuse. C'est d'ailleurs pourquoi nous avons pu mettre au point de bonnes recommandations, alors que nous travaillions au départ dans un cadre restreint, avec de faibles ressources et dans la précipitation.»

Toujours selon M. Aizu, tous les membres du Groupe DOT Force ont affirmé avoir été agréablement surpris par l'esprit d'équipe et de collaboration régnant entre toutes les parties. «Les ONG ont pu participer aux débats sur un pied d'égalité et y ont contribué en présentant leurs opinions, compétences et expériences. Leurs connaissances de l'Internet et de l'utilisation des TIC ont été particulièrement utiles. Les ONG ont pu, à la différence d'autres partenaires, consulter largement leurs homologues de leurs propres pays et régions ainsi que des pays en développement. La diversité et l'étendue de leurs connaissances ont été d'un apport précieux pour l'élaboration du rapport du Groupe DOT Force et la définition des domaines dans lesquels des mesures doivent être prises. Le fait qu'il ait été demandé à des ONG au cours de l'année écoulée d'assurer, seules ou conjointement, la mise en œuvre d'un grand nombre de mesures témoigne



Izumi Aizu, Responsable, Asia Network Research Inc.

clairement de l'importance que leur accorde le Groupe DOT Force.»

Pour Izumi Aizu, le multipartenariat est également l'un des plus importants résultats de la réunion du Groupe DOT Force, comme l'a confirmé la réunion de Calgary. «A Calgary, nous sommes tombés d'accord pour maintenir et, si possible, renforcer cet esprit d'équipe et cette synergie en vue de la mise en œuvre des futurs projets dans le domaine des TIC. Il a également été décidé que les équipes chargées de la mise en œuvre devaient continuer à dialoguer les unes avec les autres, activité qui peut avoir lieu, tant dans le cadre du Groupe d'étude des Nations Unies sur les TIC que dans celui du SMSI.»

Izumi Aizu

- Responsable, Asia Network Research Inc. (www.anr.org)
- Chercheur universitaire, GLOCOM, International University of Japan (www.glocom.ac.jp)
- Directeur de recherches, Institute for Hyper Network Society
- Membre du Comité consultatif, Aspen Institute's Internet Policy Project

Dernières nouvelles du Groupe DOT Force du G8

Les membres du Groupe DOT Force se sont réunis à Calgary (Canada), du 5 au 7 mai, pour mettre la dernière main à leur rapport sur la mise en œuvre de leur plan d'action, qui a été approuvé par les dirigeants du G8 à son Sommet de 2001 à Gênes (Italie). Le Groupe DOT Force se compose de représentants de pays en développement, d'Etats membres du G8, d'organisations internationales ainsi que du secteur privé et du secteur à but non lucratif. Ses membres collaborent à la recherche de solutions visant à aider les pays en développement à améliorer leurs objectifs socio-économiques grâce à la mise en place de réseaux et de technologies de l'information.

Les initiatives du Groupe DOT Force visent également à satisfaire les besoins précis exprimés par les dirigeants africains dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), en particulier dans les domaines suivants: appui à la mise en œuvre de cyberstratégies nationales, amélioration de l'accès et de la connectivité, encouragements apportés aux entrepreneurs et à l'entreprise dans les économies en développement.

Le Canada, qui préside le G8, rendra compte des progrès réalisés dans la mise en œuvre du plan d'action du Groupe DOT Force aux dirigeants du G8 qui se réuniront à Kananaskis au mois de juin.

Bien que le Groupe DOT Force doive officiellement achever ses travaux avec la présentation de ce compte rendu aux dirigeants du G8 à Kananaskis, différents partenaires continueront à élaborer et mettre en œuvre au cours des mois à venir des projets et initiatives distincts.

Les femmes du monde entier apportent leur appui aux technologies de la communication

A une écrasante majorité, les femmes apportent leur appui aux technologies de l'information et de la communication (TIC). Il apparaît, d'après une enquête réalisée par l'Union internationale des télécommunications auprès de femmes de toutes les régions du monde, qu'elles estiment, pour ainsi dire unanimement, que les TIC jouent un rôle capital dans la réalisation de leurs objectifs personnels et professionnels, par exemple, en tant qu'entrepreneurs et pour surmonter les inégalités de la «fracture numérique».

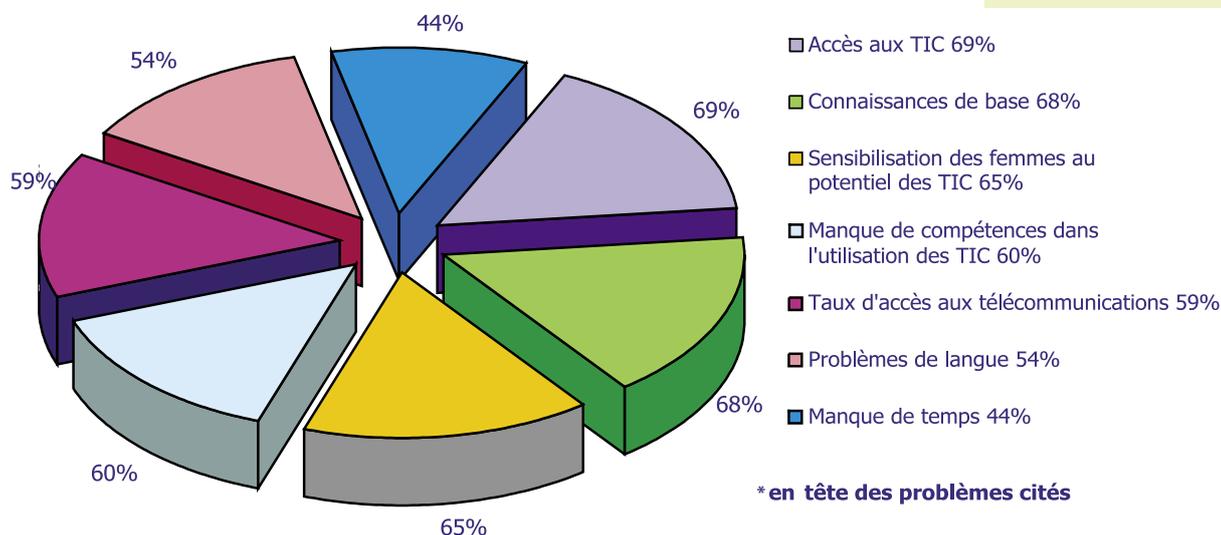
Les connaissances de base et l'accès sont les maîtres mots de la réduction de la fracture numérique

Il a été demandé aux femmes de classer par ordre d'importance les problèmes qui doivent être surmontés en vue de parvenir à réduire la fracture numérique. Elles ont placé en première position l'«accès aux TIC», juste avant la nécessité d'«améliorer les connaissances de base». Ce classement n'a pas varié d'une région à l'autre, à l'exception de l'Amérique du Nord où le premier critère était «Sensibiliser les femmes au potentiel des TIC». «Améliorer les connaissances de base» ne venait qu'en troisième position après l'«accès aux TIC» (voir Figure 1).

Il est à noter que, dans toutes les régions, les «tarifs d'accès», les «langues» ou le «manque de temps» ne sont pas perçus comme figurant parmi les principaux obstacles qui empêchent de réduire la fracture numérique. Au vu de la nécessité de multiplier les tâches, surtout pour les femmes qui doivent, de plus en plus, mener de front vie professionnelle et vie familiale, on aurait pu penser que le manque de temps aurait été un facteur plus important.

Figure 1

Quels sont, pour les femmes, les principaux problèmes à surmonter si l'on veut parvenir à réduire la fracture numérique? *



Les femmes toujours unanimes, qu'elles représentent le secteur privé, le secteur public ou le secteur non gouvernemental

Les femmes ont été unanimes à reconnaître l'importance des TIC, même si les réponses différaient selon qu'elles se définissaient comme principalement employées dans le secteur privé, dans le secteur public ou dans le secteur non gouvernemental.

Les deux principales raisons pour lesquelles les TIC sont importantes aux yeux des femmes chefs d'entreprise sont qu'elles permettent d'améliorer l'accès à

l'information et d'apprendre par le biais de l'échange d'expériences.

En ce qui concerne le rôle que jouent les TIC pour aider les femmes à réaliser leurs objectifs professionnels, l'«amélioration de l'efficacité au travail» et l'«amélioration de l'échange d'informations» arrivent en tête des réponses.

Une divergence d'opinion est apparue lorsqu'on a demandé aux femmes quels étaient les principaux problèmes à sur-

Contributions au Sommet

Les travaux du Secrétariat exécutif du SMSI sont rendus possible grâce à la générosité d'un nombre croissant de partenaires qui partagent les buts et les objectifs du Sommet. Nous sommes heureux de les remercier pour la contribution toute particulière qu'ils apportent aux travaux du Sommet.

Contributions financières et dons en nature

Gouvernement du Japon
Gouvernement de la Suisse
Gouvernement de la Tunisie
Organisation météorologique mondiale
Union internationale des télécommunications

Détachement de fonctionnaires auprès du Secrétariat exécutif

Canton de Genève UNITAR
Gouvernement de la Corée
Gouvernement de l'Espagne
Gouvernement du Japon
Gouvernement de la Roumanie
Gouvernement de la Suisse
KDDI Corporation [Japon]
UNESCO
UNITAR



sommet mondial sur la société de l'information

Genève 2003 - Tunis 2005

Le logo du SMSI: Information et relations humaines

Un logo, inspiré par la circulation mondiale de l'information, la technologie et ses incidences pour la société, a été créé pour le Sommet mondial sur la société de l'information. Il est l'œuvre conjointe du graphiste Yohann Terrattaz de [Twice2 Design Studio](#), déjà primé, du Secrétariat exécutif du SMSI, des pays hôtes et de l'UIT.

L'idée de base du logo repose sur la notion de «circulation de l'information» et reflète les grands thèmes du Sommet.

La forme du logo peut être interprétée de différentes façons:

- la lettre «i», initiale du mot information, commun à de nombreuses langues;
- la forme circulaire, symbole des cinq continents;
- le flux circulaire de l'«i»nformation;
- la forme de la lettre «i» assimilable à une personne représentant les relations humaines et rappelant le caractère universel de la société de l'information;

• la communication entre les êtres humains;

• les valeurs zéro et un (0/1) qui correspondent aux deux chiffres utilisés par le système binaire sur lequel est basé le langage informatique;

• les couleurs chaudes qui reflètent l'identité contemporaine et affirment l'existence de la société mondiale de l'information du XXI^e siècle.

Sites web

Le principal site web du Sommet mondial sur la société de l'information (<http://www.itu.int/wsis>) a été mis à jour et sa présentation est désormais différente.

La société civile: Principes, priorités et idéaux

Résumé des contributions reçues par la Division «Société civile» du Secrétariat du SMSI

– **Principes:** la société civile a un rôle fondamental à jouer dans l'édification d'une société de l'information qui respecte le droit de communiquer, encourage la diversité culturelle et l'égalité hommes-femmes et assure la liberté d'expression ainsi que la bonne gouvernance, en toutes démocratie et transparence.

– **Priorités:** la fracture numérique est l'expression de profondes inégalités socio-économiques. Les technologies de l'information doivent être mises au service des objectifs sociaux et de développement (santé, enseignement, justice socio-économique) avec l'appui des médias traditionnels. Il est urgent de trouver des solutions pour les pays

les moins avancés, et en particulier pour les femmes, les handicapés, les minorités linguistiques, etc.

– **Idéaux et rôles des partenaires:** la notion de domaine public ou de «patrimoine mondial» doit être redéfinie et élargie. L'édification d'une nouvelle société de l'information nécessite que soient redéfinis les rôles des principaux partenaires (secteur public-secteur privé-société civile) pour que les nouveaux médias ciblent davantage les besoins des êtres humains.

Veuillez envoyer vos contributions et vos observations à l'Espace de consultation pour la société civile/forum Internet à l'adresse suivante: <http://www.itu.int/wsis>.

Ont contribué à la rédaction

Izumi Aizu
Mohamed Hatem Ben Salem
Christi Dufour
Barbara Erskine Favre
Gary Fowle
Pierre Gagné
Tim Kelly
Alain Modoux
Toru Nakaya
Niki Parker
Charlotte Sgier de Cerf
Daniel Stauffacher
Marie Thorndahl
Lisa Woodsworth

Production

Services de la composition des publications
Département des services communs
Union internationale des télécommunications

Traduction

Département des conférences
Union internationale des télécommunications

Adresse postale

Secrétariat exécutif
Sommet mondial sur la société de l'information
c/o UIT
Place des Nations
1211 Genève 20 – Suisse

Site web

<http://www.itu.int/wsis>

Abonnement (gratuit)

Le formulaire d'abonnement est disponible à l'adresse suivante: <http://www.itu.int/wsis/fr-es/news/news-fr.htm>